

Une crise de la distribution, plutôt qu'une crise budgétaire

Özlem Onaran

Nous sommes dans un nouvel épisode de la crise mondiale: la lutte pour la répartition des coûts. Cette crise a été l'un des produits, depuis les années 1980, de l'accroissement de l'inégalité au détriment du travail. La diminution de la part des salaires a créé un déficit de la demande, qui, combiné à la déréglementation financière, a provoqué un recul de l'investissement en dépit de l'accroissement de la rentabilité. Les innovations financières et la consommation tirée par l'endettement semblaient offrir une solution à court terme, laquelle s'est écroulée depuis 2007. La crise a été contenue au moyen d'ensembles de mesures de grande ampleur destinées à sauver les banques et de mesures d'incitation budgétaires. Maintenant, les spéculateurs et les organismes qui représentent les intérêts des milieux d'affaires qualifient cette situation de «crise de la dette souveraine» et font pression sur les gouvernements dans divers pays allant de la Grèce au Royaume-Uni pour qu'ils réduisent les dépenses afin d'éviter que leurs bénéfices et leur fortune ne soient taxés.

Les spéculateurs qualifient cette situation de crise de la dette souveraine

En Europe, la crise a mis à nu les divergences historiques. A la base du problème se trouve le modèle néolibéral qui a transformé les pays situés à la périphérie de l'Europe en marchés pour les pays du centre de ce continent. Le cadre politique limité – qui repose sur des objectifs stricts en matière d'inflation, et qui ne comporte pas de transferts budgétaires ciblant les investissements productifs dans la zone périphérique – est à l'origine des divergences. Le Pacte de stabilité et de croissance, ainsi que la réglementation de l'UE sur la concurrence, a limité la mise en œuvre de politiques industrielles nationales. Faute d'investissements pour stimuler la productivité et dans l'impossibilité de dévaluer, la seule option offerte aux pays situés à la périphérie de l'Europe comme la Grèce, le Portugal, l'Irlande et l'Espagne était de maintenir des salaires bas. Cela ne les a pas sauvés non plus, puisque l'Allemagne s'était lancée dans une politique relative au marché du travail bien plus agressive. Entre 2000 et

2007, les coûts unitaires de main-d'œuvre ont baissé de 0,2 pour cent par an en Allemagne, tandis qu'ils ont augmenté de 2 pour cent en France; de 2,3 pour cent au Royaume-Uni; et de 3,2 à 3,7 pour cent en Grèce, en Irlande, en Italie et en Espagne. Dans les pays périphériques, les coûts de main-d'œuvre ont augmenté plus rapidement qu'en Allemagne en raison de l'inflation qui était plus élevée. Cependant, ces pays continuaient de pratiquer la modération salariale: dans les années 1990 et 2000, les hausses de la productivité ont été supérieures à l'évolution des salaires réels dans tous les pays de la partie occidentale de l'UE, et c'est en Allemagne que l'écart a été le plus important. Globalement, la part du revenu détenue par le travail a fortement baissé en Europe. En Allemagne, en Italie, en Espagne et au Portugal, les salaires réels ont même baissé dans les années 2000. L'avantage phénoménal de l'Allemagne était dû à la compression des salaires plus qu'à la hausse de la productivité.

La demande intérieure étant faible en raison du bas niveau des salaires, les exportations étaient la principale source de la croissance de l'Allemagne au détriment de la balance des comptes courants des pays situés à la périphérie de l'Europe, qui étaient déficitaires. L'Allemagne est un peu la Chine de l'Europe, avec une balance des comptes courants largement excédentaire, une épargne forte et une faible demande intérieure. A la périphérie, la consommation tirée par l'endettement privé a comblé le vide créé par le faible niveau des exportations conjugué au niveau élevé des importations. En Grèce, et dans une moindre mesure au Portugal, le déficit budgétaire a aussi augmenté en même temps que la dette des ménages et des entreprises.

Tel est le contexte de la crise de la dette souveraine qui s'est brutalement déclarée en Grèce. De fait, en 2008-09, avant la Grèce, les Etats baltes, la Hongrie et la Roumanie étaient déjà attaqués. Aujourd'hui, l'attention des spéculateurs s'est portée, outre sur la Grèce, sur la dette publique et les déficits en Irlande, au Portugal, en Espagne, puis désormais de nouveau sur le centre: la Belgique, l'Italie, le Royaume-Uni et même les Etats-Unis. Les plans de sauvetage conçus conjointement par l'UE et le FMI sont arrivés après plusieurs mois d'hésitations et de spéculations destructrices au sujet de l'incapacité de la Grèce de rembourser ses créanciers et d'une éventuelle sortie de l'euro. La Banque centrale européenne, qui a servi de prêteur de dernier recours pour les banques privées, n'a pas joué le même rôle pour les gouvernements de la zone euro avant mai 2010, quand, ironie des choses, les banques qu'elle avait sauvées ont férocement spéculé sur l'éventualité d'un défaut de remboursement. Les gouvernements de la zone euro protègent effectivement leurs propres banques qui détiennent des obligations émises par la Grèce, pour la plupart entre les mains de banques allemandes et françaises. La Grèce subit aujourd'hui

des pressions qui la poussent à s'aligner sur l'Irlande et la Lettonie, pays qui servent de modèles maintenant qu'ils ont spectaculairement réduit les salaires de la fonction publique, les pensions de retraite et les dépenses et qu'ils ont augmenté les impôts. Le Portugal et l'Espagne ont aussi opté pour une cure d'austérité. Le nouveau gouvernement de coalition au Royaume-Uni s'est dit déterminé à réduire fortement les dépenses.

A présent, les spéculateurs s'inquiètent de ce que ces mesures ne soient pas une solution aux problèmes: premièrement, ils pensent que la Grèce se trouvera fatalement dans l'incapacité de rembourser, compte tenu de la résistance populaire et de l'ampleur de la dette. Deuxièmement, d'une manière schizoïde, ils s'inquiètent de ce que les mesures d'austérité n'intensifient la récession non seulement en Grèce, mais dans beaucoup d'autres pays riches, et ne créent une récession à double creux. En dépit de coupes importantes dans les dépenses, le déficit budgétaire pourrait ne pas diminuer: la prolongation de la récession entraîne une baisse des recettes budgétaires, ce qui rend plus difficile le remboursement de la dette. Faute de mesures d'incitation budgétaires, il est probable que la récession sera longue. L'incertitude au sujet du redressement dissuade les nouveaux investissements et les nouvelles embauches. Les pertes de revenu et d'emplois, l'insécurité et les pressions pour le remboursement de la dette restreignent la consommation.

Les politiques actuelles de l'UE partent du principe que tout se ramène à un problème de discipline budgétaire. Elles ne portent pas sur les raisons structurelles à l'origine des déficits ni sur les politiques du «chacun pour soi» menées par l'Allemagne. Les mesures d'austérité poussent les pays à adopter un modèle dans lequel la demande intérieure est perpétuellement faible en raison du bas niveau des salaires. Les conséquences déflationnistes des diminutions des salaires peuvent transformer le problème de l'endettement en faillite des secteurs privés et publics. Dans le passé, en Allemagne, la faiblesse de la demande intérieure était compensée par le niveau élevé des exportations. Mais il est impossible d'appliquer le modèle allemand à l'ensemble de la zone euro. Sans les déficits des pays périphériques, le marché d'exportation de l'Allemagne stagnera aussi.

Redistribution: la solution à l'inégalité et à la crise

Les politiques de compression des salaires mises en œuvre font pareillement souffrir toutes les personnes qui travaillent. La pensée dominante en Allemagne ne perçoit pas que les pertes de salaires, de prestations de chômage et de droits en matière de pensions subies par les travailleurs allemands ont été partiellement à l'origine du problème de la Grèce. Il s'agit d'une crise de la

distribution, de sorte que la seule solution consiste à inverser l'inégalité qui sévit au détriment des travailleurs. Les gouvernements qui acceptent des réductions des dépenses évitent de taxer les bénéficiaires des politiques néolibérales et les principaux responsables de la crise. La dette publique ne serait pas ce qu'elle est s'il n'y avait pas eu les plans de sauvetage des banques, les mesures d'incitation budgétaires contracycliques et la perte de recettes fiscales.

Les gouvernements qui acceptent des réductions des dépenses évitent de taxer les bénéficiaires des politiques néolibérales

Cette crise nécessite une refonte complète des politiques, conjuguant les solutions pour corriger l'inégalité et des objectifs à long terme pour une croissance écologiquement viable. Il s'agit des éléments suivants:

- Un système d'imposition très progressif – coordonné au niveau de l'UE et frappant tant le revenu que la fortune, avec des taux d'imposition sur les sociétés plus élevés, un impôt sur les successions et une taxe sur les transactions financières –, c'est ainsi que l'on fera payer ceux qui sont responsables de la crise. Un dispositif d'impôt progressif sur le revenu, avec le taux d'imposition marginal plafonné à 90 pour cent au-dessus d'un certain seuil de revenu permettrait aussi de fixer un revenu maximum. La restructuration de la dette peut être élaborée au moyen d'un impôt progressif sur la fortune qui viserait les obligations d'Etat, avec un taux marginal plafond atteignant 100 pour cent pour les avoirs supérieurs à un certain montant d'obligations. Cela ferait peser les coûts de la crise sur les spéculateurs.
- Il est nécessaire de corriger les salaires pour tenir compte des gains de productivité du passé. Pour faciliter la convergence, un salaire minimum devrait être fixé d'une manière coordonnée au niveau de l'UE.
- Une plus forte croissance de la productivité dans les pays européens plus pauvres contribuera à créer une certaine convergence des salaires, mais la convergence régionale devrait être appuyée par des transferts budgétaires et des investissements publics dans les régions plus pauvres. Par ailleurs, un système européen d'indemnités de chômage devrait être élaboré pour faciliter la redistribution des régions à faible chômage en faveur des régions à chômage élevé. Cela nécessiterait un budget important au niveau de l'UE, financé par des impôts progressifs décidés par les autorités de l'UE.
- Le Pacte de stabilité et de croissance doit être supprimé. La Banque centrale européenne devrait devenir une véritable banque centrale dotée de la capacité de prêter aux Etats membres.

- Les dépenses publiques devraient viser à réaliser le plein emploi et la durabilité au moyen de l'emploi public dans les services à haute intensité de main-d'œuvre comme l'éducation; les soins aux enfants; les crèches; la santé; les services collectifs et les services sociaux; et les investissements publics dans la préservation et la réhabilitation de l'environnement, les énergies renouvelables, les transports publics, l'isolation des logements et la construction de logements non consommateurs d'énergie.
- Pour maintenir le plein emploi, il faut aussi raccourcir substantiellement la durée du travail parallèlement à la croissance qu'a connue la productivité. C'est aussi une réponse à la crise écologique: pour que la croissance économique soit écologiquement viable, il faut qu'elle soit nulle ou faible (égale à la croissance de la «productivité environnementale»). Pour qu'un tel régime soit socialement souhaitable, il faut qu'il garantisse le plein emploi et une distribution équitable, à savoir une durée du travail plus courte et une redistribution importante au moyen d'une augmentation des salaires horaires et d'une baisse de la part détenue par les bénéficiaires.
- Dans les secteurs qui sont menacés de licenciements de grande ampleur, par exemple l'industrie automobile, il convient de considérer la possibilité de procéder à des nationalisations et à des restructurations au moyen d'un transfert progressif de la main-d'œuvre vers les nouveaux secteurs verts.
- Pour financer l'investissement à long terme, il est urgent de procéder à une refonte du secteur financier pour l'adosser à un secteur bancaire public. La réglementation financière, y compris les restrictions visant les capitaux, est importante, mais elle ne suffit pas.
- Il faut aussi que l'Etat devienne l'actionnaire principal de sociétés dans des secteurs très importants comme le logement, l'énergie, les infrastructures, les régimes des pensions, l'éducation et la santé, dans lesquels il n'est pas possible de laisser les décisions relever du secteur privé, motivé par le profit. Ce pouvoir de l'Etat actionnaire devrait aller de pair avec la participation des intéressés (par exemple, les travailleurs, les consommateurs et les représentants des régions) à la prise de décisions et avec la coordination des décisions importantes dans l'ensemble de l'économie pour permettre un développement durable fondé sur la solidarité.

Özlem Onaran est maître-assistante à la Middlesex University, à Londres. Ses travaux de recherche portent sur la mondialisation, la distribution, l'emploi, l'investissement et la crise.